D. J. DELIVANIS

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE LA FRANCE DANS LES BALKANS PENDANT LES ANNÉES TRENTE

Les organisateurs du Colloque ont bien voulu me demander de présenter un rapport à ce colloque. Nous avons été d'accord que je traite *la politique économique et financière de la France dans les Balkans pendant les années trente*.

Nous savons tous que la première guerre mondiale a fini avec la victoire des Alliés et que la contribution de la France y a été décisive. Il n'était donc que trop naturel que le prestige de la France ait été partout et aussi dans les Balkans très grand. Il y a à relever que dans les Balkans la France avait des liens politiques très étroits avec la Roumanie et avec la Yougoslavie, qui constituaient, avec la Tchécoslovaquie la Petite Entente dont le but essentiel était de décourager les tendances revanchistes et révisionnistes de la Hongrie, qui en vertu du traité de Trianon avait été amputée de 40% de son territoire et de ses ressortissants Hongrois. Les relations de la France avec la Grèce et avec la Turquie étaient normales malgré l'attitude proturque de la France dans les années 1920-2. Il en était de même de ses relations avec la Bulgarie, qui n'avait jamais reconnu les frontières que lui avait imposées le traité de Neuilly de 1920. Enfin les relations de la France avec l'Albanie étaient sans importance.

Si il découle de ce qui vient d'être exposé qu'au point de vue politique les relations de la France avec les états balkaniques différaient, il n'en a pas été ainsi dans les secteurs économique et financier. En effet dans les années trente la France, il ne s'agissait pas du Fisc mais des banques, des différentes sociétés et des particuliers, étaient tous des créanciers des états balkaniques parce qu'ils étaient tous à un degré différent porteurs d'obligations de ces derniers. Le poids de ces dettes pour autant qu'elles avaient été contractées en francs avant 1914 sans la clause or avait diminué (le cas des emprunts Helléniques émis entre 1881 et 1914 était différent parce qu'ils avaient la clause or que la Grèce avait respectée jusqu'en 1932) à la suite de la dévaluation du franc français de quelques 80% en vertu de la loi de 1928. Dans le

cas de la dette Ottomane la Turquie avait suspendu plus d'une fois le service contractuel de ses dettes étrangères et avait ainsi réduit substantiellement le poids de ces dernières.

À la suite de différents surgis entre les créanciers Français et les états débiteurs d'une part au sujet de la dette Ottomane et d'autre part au sujet de la monnaie de paiement pour le service des emprunts Helléniques des années 1881-1914 (la Grèce payait après 1932 en livres sterling qui dans les années 1931-5 s'était dépréciée vis à vis du franc Français) des emprunts Helléniques et Turcs n'avaient pas été émis dans les années trente à Paris. Pour des raisons politiques il en a été de même avec des emprunts Bulgares et Albanais. Par contre des emprunts Roumains et Yougoslaves ont été émis à Paris au commencement des années trente et l'assainissement du dinar Yougoslave en 1931 a eu lieu avec l'application de l'étalon or sur la base du franc Français. L'application de ce dernier a été de très courte durée parce que la Yougoslavie a dû presque aussitôt appliquer le contrôle des changes. Il découle de ce qui vient d'être exposé que les relations financières de la France avec les états balkaniques des années trente ont été assez importantes jusqu'en 1931, surtout avec la Roumanie et avec la Yougoslavie. En dehors des emprunts publics d'avant 1914 et des années trente il y a à considérer des investissements Français dans les différents pays balkaniques, soit datant de l'époque ottomane p.e. la concession du port de Thessaloniki, soit postérieurs en partie quand en vertu du traité de Versailles et de Saint Germain des années 1919-20 des investissements allemands et autrichiens ont été nationalisés par les alliés balkaniques (Grèce, Roumanie et Yougoslavie) et en ont confié la gestion dans quelques cas à des entreprises françaises. Certes avec la dépression des années 1929-31, à laquelle s'est ajoutée 1931-4 la crise de confiance, les créanciers Français n'ont pas pu être persuadés par le Gouvernement Français à accorder de nouveaux emprunts même aux états balkaniques membres de la Petite Entente d'autant plus que tous les états balkaniques excepté l'Albanie ont dû l'un après l'autre suspendre le service contractuel de leur dette étrangère (Turquie 1930, Grèce 1932, Roumanie 1934, Yougoslavie 1935, Bulgarie 1937). Dans ces années de dépression et de crise de confiance quand la demande de la quasi totalité des matières premières et des produits agricoles était inférieure à l'offre les concessionnaires Français dans les pays balkaniques n'avaient aucun intérêt à procéder à des transferts de capitaux vers ces états surtout après la suspension du service contractuel de leurs dettes étrangères afin d'augmenter leur offre sans augmentation de la demande.

Dans les années trente il n'y a plus eu à partir de 1931 des transferts de capitaux Français vers les Balkans et le service contractuel des emprunts antérieurs a été suspendu dans les années trente. Cet état de choses fort déplaisant a été justifié par les gouvernements balkaniques en invoquant que la France n'achetait plus des marchandises dans leurs pays, tandis que l'Allemagne le faisait sur une grande échelle, évidemment sous la protection du contrôle des changes, ce qui excluait des transferts en France. Il est vrai que cette dernière avait un degré d'autarcie assez important. Cela réduisait les importations Françaises qui d'ailleurs venaient de préférence des pays du Maghreb qui à cette époque étaient des protectorats ou même des départements Français et aussi des colonies Françaises. Ces deux groupes de fournisseurs étaient alors importants d'autant plus que la France appliquait jusqu'en automne 1935 une politique de déflation réduisant le pouvoir d'achat de son économie dans le cadre de l'effort de ne pas suspendre l'étalon or. Il y a aussi à relever que les prix des produits balkaniques avaient augmenté parce que les Allemands payaient avec le clearing et n'étaient nullement affectés par la hausse de ce qu'ils achetaient puisque eux mêmes faute de concurrence pouvaient augmenter leurs prix d'exportation évitant ainsi une détérioration des termes d'échange à leurs dépens.

Ainsi la France se trouvait dans les années trente dans une situation difficile dans ses relations avec les Balkans sur les secteurs économique et financier malgré sa puissance militaire, malgré l'influence substantielle qu'elle exerçait dans les relations internationales et tout particulièrement dans les Balkans, malgré son rôle prépondérant à la Société des Nations et aussi dans la Banque Internationale des Réglements Internationaux, malgré le prestige que lui assurait la possibilité de ne pas appliquer le contrôle des changes, malgré la production de matériel de guerre partout demandé, malgré la qualité de la quasi totalité des produits Français.

Il y avait à considérer les désavantages découlant pour la France du coût élevé de plusieurs articles, du coût moins élevé de ses concurrents Allemands qui pouvaient grâce à la gamme des cours de plusieurs catégories de marks bloqués offrir des prix moins élevés que ceux exigés par les exportateurs français tout en fixant des délais de paiement très favorables pour les acheteurs, du refus des banques, des sociétés et des particuliers à accorder des crédits aux acheteurs étrangers de produits Français sous des conditions favorables aux points de vue de la période de remboursement, du taux d'intérêt, des privilèges exigés par ceux qui pourraient éventuellement accorder des crédits, des limites du marché Français et des exigences des acheteurs Français pour la qualité, la présentation et le service des pièces de rechange de leurs

achats, enfin de sa politique protectionniste de longue date empreignant son gouvernement, sa bureaucratie, ses hommes d'affaires et son opinion publique et les poussant vers des décisions peu indiquées en période de dépression renforcée assez longtemps par la crise de confiance.

Les états balkaniques étaient ce que Delaisi avait baptisé l'Europe B, ne constituaient donc pas dans les années trente des débouchés intéressants les exportateurs Français, les bailleurs de fonds Français, l'administration et le gouvernement Français qui étaient tous intéressés pour le remboursement en France des dettes des ressortissants des états balkaniques, de leurs personnes morales et de leur fisc tout en comprenant fort bien que rien ne pourrait être transféré en France si les ressortissants, les entreprises, le Fisc, les personnes morales de droit public Français ne procéderaient pas à des achats dans ces pays et ne payaient pas tout de suite. En refusant d'acheter des produits balkaniques pour ne pas créer de la concurrence pour les producteurs Français et coloniaux ces derniers étaient empêchés d'exporter dans les Balkans ce que les consommateurs labàs attendaient sans néanmoins être en état de payer ponctuellement faute de disponibilités à Paris ou dans les pays sans contrôle des changes. On peut donc conclure que la France a appliqué dans ses relations économiques et financières avec les Balkans une politique excluant la continuation des exportations Françaises, à moins qu'elles soient irremplaçables, excluant la continuation du service des emprunts Français du passé, faisant place aux concurrents établis dans les pays appliquant le contrôle des changes et de ce fait appliquant une politique plus rationnelle et avec des résultats plus satisfaisants, donc une politique qui n'a pas apporté des avantages aux créanciers Français, aux exportateurs Français et aux consommateurs Français des produits importés des pays balkaniques.

On ne pourrait pas invoquer en faveur de cette politique Française économique et financière des années trente vis à vis des pays balkaniques débiteurs de longue date, clients de longue date et fournisseurs de longue date des difficultés pour assurer et maintenir l'équilibre de la balance des paiements courants, puisque cette dernière était largement excédentaire, puisque l'encaisse or et devises de la France était très importante, elle était alors plus grande que de tout autre pays excepté celle des Etats Unis et il en était de même avec la balance des transferts de capitaux, du moins jusqu'en 1935. En effet la dévaluation du Franc Français en 1936 n'a pas été dictée par des considérations de trésorerie en devises évidemment mais par le désir de neutraliser les hausses des rétributions des travailleurs imposées par le gouverne-

ment de feu Monsieur Blum sans qu'il y ait une augmentation correspondante de leur productivité. Le désir de décourager l'exportation de capitaux y a également contribué comme les capitalistes avaient été effrayés par la politique socialiste qui a été appliquée à peu près comme après 1981 en France et en Grèce.

On peut se demander pourquoi la politique financière et économique de la France des années trente vis à vis de tout le monde et en particulier des états balkaniques a été, je dirais, si mal conçue. Les explications possibles sont les suivantes :

— l'application très souvent d'une politique protectionniste à outrance afin de soutenir les producteurs affublés de coûts de production élevés,

— la volonté d'ignorer les intérêts de ceux qui produisent bon marché et de ce fait peuvent exporter pourvu que leurs clients étrangers puissent payer et surtout transférer,

— la tendance à ignorer ce qu'il faut pour assurer le service et l'amortissement des créances étrangères et des investissements du passé et la sousévaluation des avantages découlant pour les créanciers et pour l'économie en cause de la continuation des transferts relatifs,

— la sousévaluation des désavantages découlant pour la France tout de suite et plus tard de son attitude, je dirai défaitiste, des années trente non seulement dans les secteurs économique et financier mais aussi dans le secteur politique, comme il s'est avéré avec les événements de 1940 et après,

— qu'elle était une politique orthodoxe et conservatrice,

— qu'elle était une politique contre l'application du contrôle des changes,

— qu'elle était une politique du maintien de la stabilité monétaire et en particulier du maintien de l'étalon or,

— qu'elle était influencée par l'opinion que la crise serait surmontée sans avoir recours à l'intensification du dirigisme, sans avoir recours à l'augmentation des dépenses publiques et des impôts, sans avoir oublié les résultats pernicieux de la politique appliquée en France dans les années vingt avant R. Poincaré.

Conclusions

La politique économique et financière de la France des années trente vis à vis des Balkans n'a pas réalisé les objectifs qu'on lui avait assignés, en premier lieu parce qu'elle n'avait pas été appliquée assez énergiquement,

en second lieu parce qu'on s'est souvent contenté de demi mesures, en troisième lieu parce qu'on n'avait pas compris ce qui allait arriver dans le proche avenir, surtout avec la perspective de la seconde guerre mondiale que tout le monde voyait venir alors tout en espérant qu'elle pourrait être évitée par le "deus ex machina" des anciens Grecs.

Si on examine la politique économique et financière des autres grandes puissances européennes et non européennes des années trente vis à vis des Balkans on constate qu'elle a été assez similaire à celle de la France et non pas à celle de l'Allemagne. En effet toutes ces puissances :

— ont essayé de démontrer que le système du contrôle des changes ne pouvait pas être appliqué efficacement et qu'il conduirait à la diminution du commerce international vu les entraves de toute sorte inévitables avec le contrôle des changes; en réalité l'application du contrôle des changes a pu assurer le maintien du commerce international à un niveau certes pas satisfaisant, mais peu est mieux que rien;

— ces puissances ont dû par la suite en dehors des Etats Unis appliquer eux mêmes assez longtemps le contrôle des changes sans pouvoir atteindre la perfection obtenue en Allemagne, sans éviter de devenir une farce, surtout en Amérique latine et dans plusieurs ex colonies françaises et britanniques; cela est certes arrivé avec la seconde guerre mondiale;

— ces puissances ont toujours considéré la collaboration avec les états balkaniques secondaire et d'un intérêt quelque peu négligeable tout en essayant d'exploiter les occasions qui se présentent de temps à autre sous l'influence de la seconde guerre mondiale et de la dislocation de l'économie mondiale qui en a été la conséquence, en particulier jusqu'en 1950 environ et puis chaque fois que des anomalies étaient prévues ou faisaient leur apparition;

— que ces puissances ont essayé de limiter les efforts d'industrialisation des états balkaniques au rôle de fournisseur de pièces de rechange ou à l'exécution des travaux d'entretien et de réparation toutes les fois que ces derniers étaient devenus trop coûteux dans les pays développés de l'Occident;

— que ces puissances ont beaucoup parlé du rôle de pont des états balkaniques entre l'Occident et l'Orient qui rassemblerait à Beyrouth d'avant 1975, mais qui n'a jamais pu prendre son plein essor d'autant plus que Chypre a développé une grande activité couronnée de succès sur ce point et pourra faire mieux si elle parvient à régler le conflit avec les Turcs et à les faire partir dans une certaine mesure de l'île;

— que les autres puissances ont été désagréablement surprises avec quelques faits d'une certaine importance négative dans les Balkans, j'entends

le fonctionnement défectueux de l'administration, le désordre et l'irrégularité régnant dans les transports et dans les télécommunications, le petit rendement des travailleurs, la fréquence des grèves malgré le chômage etc. Ces facteurs négatifs existaient déjà dans les années trente et poussaient alors pour l'installation de succursales, de fabriques etc. dans les colonies du Proche Orient qui étaient plus nombreuses qu'aujourd'hui où presque toutes sont devenues des états souverains;

— les autres grandes puissances européennes ont su estimer l'importance des états balkaniques pendant les années 1939-51 où les transports maritimes ont été assez malmenés par l'évolution de la guerre d'autant plus qu'alors les conflits dégénéraient assez vite et plus souvent en guerre dans le sens propre du mot qu'aujourd'hui.

Il est certes aisé de relever les points faibles de la politique économique et financière de la France dans les Balkans des années trente mais en constatant :

— qu'en dehors de l'Allemagne Nazi toutes les autres grandes puissances européennes ont appliqué la même politique non seulement dans les années trente mais aussi plus tard;

— que les résultats obtenus n'ont pas été meilleurs même quand ces puissances disposaient d'atouts que la France n'avait pas dans les années trente;

— que les états balkaniques ne se conforment aux objectifs de la politique des grandes puissances européennes que si ils sont persuadés ne pas pouvoir faire autrement, si ils croient pouvoir s'assurer ainsi des avantages qu'ils auraient aimé avoir sans que cela soit possible autrement, si ils ne croient ainsi perdre leur prestige et leur pouvoir d'évolution;

— que la politique n'est pas ce que les hommes de science concluent et recommandent mais ce que les gens au pouvoir croient indiqué et profitable et encore plus réalisable non pas avec les pensées et les suppositions abstraites mais sur la base de la réalité, comme ceux qui sont au pouvoir et qui sont responsables pour les décisions à prendre et prises la comprennent encore plus quand les répercussions se feront sentir non seulement à l'intérieur du pays en cause mais aussi dans les autres pays dont la réaction doit pouvoir être prévue et éventuellement neutralisée si cela est considéré indispensable.